



## 10<sup>ème</sup> Baromètre Social des Assises 2024

Comme chaque année, depuis 10 ans déjà, le « Baromètre social » des Assises du journalisme a été réalisé avec l'aide et les contributions de *La Correspondance de la presse*, de la CCIPJ, des syndicats SNJ, SNJ-CGT et CFDT journalistes. Cette année Audiens les a rejoints et je les en remercie chaudement, sans eux la réalisation du Baromètre serait impossible. En outre, une large partie du Focus s'appuie sur les chiffres de l'ACPM, de Bump-IREP et des « Chiffres et statistiques » de la DGMIC.

### **Photographie de la profession en 2023 : Les chiffres de la CCIPJ**

Avec 34 051 cartes de presses attribuées en 2024, le nombre de journalistes actifs remonte pour la première fois depuis 2009, à un niveau certes modeste de +1,25%, vis-à-vis de 2022.

En revanche le taux de précarité se confirme et même progresse à 29,4% (contre 28,9% en 2022).

Il y avait 6179 journalistes de 30 ans et moins de 30 ans, soit 18,1%, parmi eux 52% étaient des femmes. 3967 étaient précaire, soit 64,2 (66% en 2022).

Même si la proportion de femmes progresse à 48,1% (contre 47,9%) nous n'arrivons toujours pas à la parité. De son côté le nombre de femmes est plus important dans les nouvelles cartes à 51,8%, mais légèrement en recul puisque ce chiffre était de 52,61% en 2022. C'est dire qu'il y a davantage de départs de Femmes journalistes, dans les premières années.

L'emploi est toujours majoritairement en région parisienne à 54,86%, soit en progression vis-à-vis de 2022 (52,61). S'agit-il d'un indicateur concernant le Presse en région, nous y reviendrons dans le focus ?

10<sup>ème</sup> édition du baromètre social des Assises du Journalisme

Mars 2024

[contact@journalisme.com](mailto:contact@journalisme.com)



## Principaux événements concernant l'emploi.

### PQR

#### Groupe EBRA :

*Le Dauphiné Libéré* : Le plan de transformation et d'économie (4,2 M€) comporte un plan de départ volontaire concernant 26 postes (6 départs retraite non renouvelés) dont

journalistes. Le plan touche particulièrement la zone Vaucluse matin avec la suppression de deux photographes, quatre rédacteurs, la cheffe des sports, un responsable d'édition, une assistante de rédaction. 3 postes de journalistes sont créés au web (2 en matinales, 1 en édition). Un ensemble de CDD sont transformés en CDI, dont une dizaine de journalistes. Le Vaucluse sud connaît une moindre couverture. L'agence d'Avignon passe coworking.

*Bien Public, Journal de Saône et Loire, Le Progrès* (pôle BJP) : Suppression de 8 postes de journalistes, non remplacement de CDD et de 4 départs pour clause de session. Dans un contexte de chute du chiffre d'affaires (-9%) et un déficit d'exploitation de 2 M€.

*La Voix du Nord* : Plan social, concernant 105 postes (sur 580), dont 48 journalistes (seniors, nés jusqu'en 1965, 58 ans) et création de 27 postes (dont rédacteurs et éditeurs). Cependant les nouveaux postes de rédacteurs, sont rémunérés 1752 € brut, et seront de purs journalistes assis. Par ailleurs un regroupement des éditions, fait passer celles-ci de 17 à 13. La rédaction de la métropole lilloise passe de 52 à 40, alors que les éditeurs passent de 17 à 13. Pour rappel le précédent PSE, en 2017, avait déjà conduit à de nombreux départs.

*Le Midi Libre* : 43 personnes ont souhaité quitter le titre, dans le cadre du plan stratégique (dit « Renaissance ») qui visait 45 suppressions de postes dont 26 journalistes. La rédaction comporte désormais de 110 personnes. Pour rappel transformé en PSE, le plan devait finalement conduire à des départs contraints, faute de signature d'un accord. Cette réduction des effectifs se fait dans le but d'une diminution du déficit prévu de 3 millions pour 2023. Celui-ci est consécutif à un repli important des revenus du print (-6,23% en 2023 selon l'ACPM). Le plan met l'accent sur le développement de l'abonnement numérique, le podcast, la vidéo et l'événementiel.

#### Groupe La Provence :

En juin 2023, 70 journalistes avaient pris la clause de session (62 à *La Provence*, 8 à *Corse matin*). A ces départs vont se surajouter ceux d'un « plan d'économie » - GEPP - annoncé en novembre. Celui-ci prévoit la suppression de 61 postes (l'effectifs global passant de de 610 à 550), dont 30 à la rédaction : non reconduction de CDD – remplaçants de clause de session. Au terme de ce processus la rédaction comprend 177 journalistes, 143 CDI et 34 CDD, une 15 pouvant être transformés en CDI. Deux agences locales (Orange, Carpentras) seraient fermées. Par ailleurs la pagination est réduite (pages locales). Les motifs invoqués sont les pertes de 28,6 M€ et un recul du chiffre d'affaires de 4,3% à 47,2 M€.



### Nice Matin :

Dans le cadre d'une (GEPP) Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels, qui se cumule à des reliquats de clauses de session, *Nice matin* connaît le départ de 20 journalistes, la rédaction s'appuyant désormais sur 190 journalistes (hors quelques pigistes). Une grève en janvier 2024, portait sur des diminutions d'éditions, qui sont toujours en discussion dans le Var.

### Sud-Ouest / SAPESO :

Le groupe Sud-Ouest annonce début mars 2024 un PSE, concernant 118 emplois, dont 25 à la rédaction, soit 22 journalistes, soit, pas moins de 10% de la rédaction de 248 journalistes. Pour mémoire avant un plan de départ volontaire en 2014, la rédaction de Sud -Ouest-comptait 287 journalistes. Soit la diminution de plus 1/5 de la rédaction sur 10 ans. Comme souvent trois agences seraient supprimées (Oloron Sainte-Marie, Ortez, Sarlat).

Le Quotidien de la Réunion : Mise en liquidation judiciaire (octobre) avec poursuite d'activité. 53 salariés. Pour mémoire, redressement judiciaire en 2020.

Le Journal de l'île de La Réunion : Placement en redressement judiciaire en janvier 2024, avec poursuite de l'activité, avec un point d'étape en avril. 110 salariés avec une rédaction de 30 journalistes

Projet 5.2 : Mutualisation des moyens du Quotidien de la Réunion et du Journal de l'île de la Réunion. Le Quotidien diffusé du lundi au vendredi, Le Quotidien de l'île, le week-end. Le projet qui devrait se concrétiser en avril, est en attente d'éventuels investisseurs, dont NJJ (X.Niel). Projet concurrent de l'imprimeur Alfred Chane Pane, avec appui de l'intelligence artificielle dans la réalisation de contenu.

La Voix du Caillou : Création du titre en juin 2023, quotidien régional (print et web) en Nouvelle Calédonie. Il emploie 15 salariés dont 5 journalistes permanents, ainsi que des pigistes. Cette création intervient après la disparition des Nouvelles Calédoniennes en mars 2023, sachant que le groupe éditeur, Melchior, employait lui 120 personnes.



## PQN

*L'Equipe* : Au terme du plan de départs volontaires engagé dès 2022, 55 postes de journalistes ont été supprimés.

### Quotidiens spécialisés :

*Quotidien du médecin* : Une réorganisation – fusion de titres a été engagée au sein du Groupe Profession Santé. Dans celle-ci *Le Quotidien du Médecin*, absorbe *Décision&stratégie Santé* et *Le Généraliste*, conduisant à la disparition de 3 postes de rédacteurs en chef, mais avec un renforcement des effectifs de journalistes qui passent de 19 à 22.

### PHR :

*La Semaine du Minervois* : dépôt de bilan.

*La Liberté Hebdo* : L'hebdomadaire communiste du Nord , dépose son bilan.

*Le Crestois* : Mise en liquidation (juin 2023)

### Magazines :

*VSD* : Reprise du titre (à Georges Ghosn) par Heroes Média (avril), par décision du Tribunal de commerce de Paris) après placement en liquidation judiciaire (février) qui garde 6 salariés (sur 9) ainsi que les pigistes du titre (cession de VSD tv et de la marque vsd.fr).

*Books* : Mise en liquidation du bimestriel, qui employait 2 salariés. (avril 2023)

*XXI – 6 mois* : Suite à la reprise par Indigo publication XXI développe un site web de périodicité numérique. 6 mois (photojournalisme) est intégré à XXI imprimé et numérique. L'effectif initial, passe de 8 à 4. 3 postes de journalistes sont maintenus. Embauche d'un journaliste d'enquête pour animer un pôle « enquête ».

*Trax* : Créé en 1997, le mensuel culturel s'arrête en juin 1997. Trax était adossé à l'agence « Bon esprit ».

*Lyrik* : Arrêt du titre par I/O Média (Têtu...), lui-même placé en redressement judiciaire, un an après le lancement du trimestriel. En revanche, maintien de la plateforme Lyrik pour du BtoB. En mars le groupe avait lancé trois procédure de licenciement de journalistes, dont les rédacteurs en chef de Goog Life et de Lyrik.

### Vivendi :

*Management* : arrêt de l'édition papier et poursuite d'un site web associé à *Capital*.

*Neon* : Arrêt du site, après l'arrêt de l'édition papier en janvier 2022.

Les personnes employées par ces titres (6 personnes sont reclassés au sein du groupe).

**10ème édition du baromètre social des Assises du Journalisme**

Mars 2024

[contact@journalisme.com](mailto:contact@journalisme.com)



### **Presse professionnelle :**

Liaisons sociales – Entreprises et carrières : Mise en liquidation judiciaire (groupe Tema : 40 marques et 36 sites). 2 salariés et 30 pigistes.

### **Télévision :**

EuroNews : La chaîne, reprise par le Alpac Capital, dit vouloir se « redéployer ». La rédaction centrale est transférée de Lyon à Bruxelles. 178 emplois – suite à un PSE - sont supprimés à la rédaction lyonnaise. 4 bureaux sont créés à Berlin, Lisbonne, Madrid et Rome. 144 postes seraient ouverts dans les rédactions décentralisées. 27 des personnes licenciées de Lyon, pourraient retrouver un poste parmi ceux-ci. Ce redéploiement s’opère sur fond de pertes (20 M€ en 2021). Un Problème d’indépendance éditoriale est posé par les syndicats, qui est lié à des contrats commerciaux dans plusieurs pays, dont le Qatar, L’Azerbaïdjan et l’Arabie Saoudite.

### France Télévision :

France 3 : Le projet Tempo impliquant la suppression des éditions nationales : concerne 26 personnes, à la rédaction parisienne de la chaîne, simultanément à une charge plus importante pour les rédactions en région à effectifs constants dans celles-ci. Tempo participe au processus de diminution d’effectifs engagé à France Télévision.

Salto : Arrêt de la plateforme d’offre vidéo – le 27 mars - créée par France TV, TF1 et M6. Salto employait 42 CDI et 8 CDD

RT France : Sputnik et RT, interdits de diffusion en UE. Employait 144 personnes. Liquidation judiciaire (avril 2023) Suite au gel de ses avoirs.

### **Numérique :**

Vice France : Fermeture du bureau en mars, qui employait 30 salariés, par décision du groupe US, toujours déficitaire.

Lettre Economique de Bretagne : La newsletter cesse de paraître le 5 juin 2023 ; Les abonnés repris par l’agence API - Ouest France. Non reprise des trois journalistes qui produisaient la Lettre.



### Focus PQR

12 titres sont, en 2023/début 2024, concernés par des événements alarmants, soit des plans sociaux, des dépôts de bilan, soit la motivation pour ce nouveau Focus sur ce segment des médias.

La PQR emploie aujourd'hui 6018 journalistes, selon les statistiques AUDIENS. Soit 18% de la profession. A noter sur 5 ans un recul de 3,7% dans un climat très hiératique (Covid). Cette moyenne cache de grandes disparités puisqu'au regard du plan social annoncé par Sud Ouest sa rédaction aura perdu 21,6% de son effectif en 10 ans.

Pour comprendre la situation de la PQR aujourd'hui il faut revenir aux éléments de son modèle économique, soit principalement ses revenus, alors que ses charges peuvent difficilement évoluer significativement, en tout cas rapidement.

#### **Recul de la diffusion :**

Du côté des recettes la diffusion est plutôt en berne :

La diffusion a continué de reculer en 2023 à 6,1M d'ex/jour en moyenne, contre 6,3 en 2022 (-3,1%). Certes avec une certaine hétérogénéité, puisque 2 titres ont reculé à plus de 10% en en 2023, 8 sont au-delà de 8% et 22 au-delà de 5% sur 51 contrôlés par l'ACPM. Un seul titre progresse – Le Parisien, après une longue période de reculs parfois importants.

A noter des situations préoccupantes de groupes, en l'occurrence Rossel La Voix du Nord, avec plusieurs titres connaissant de gros reculs (Paris-Normandie, Le Courrier Picard et La Voix du Nord, tout trois au-delà de 8%).

Phénomènes structurels :

Quotidiens des villes métropoles.

	1989	2011	2023	89/23
La Voix du Nord	372 000	256 000	163 000	-56%
Le Progrès	355 000	201 000	126 000	-64,5%
La Provence <sup>1</sup>	230 000	127 000	63 000	-72,6%

A quoi semblent se superposer des facteurs sociogéographiques : contraste Ouest / Est – Nord.

<sup>1</sup> Cumul des titres dont est issue La Provence : Le provençal et Le Méridional.



### **Retard dans la maîtrise du levier numérique :**

Face à cette forme de coupure des attentes du public entre urbains (grandes villes et villes métropoles) et ruraux (villes moyennes, petites villes et campagnes), notamment quant à l'attractivité de la petite information locale, qui surdétermine un maillage fin des territoires par les rédactions du localier isolé aux agences décentralisées), sujet indépassable pour l'imprimé, le numérique peut apparaître comme une opportunité réelle. Celui-ci peut permettre l'accès à une information réellement à valeur ajoutée et diversifier les offres jusqu'à la personnalisation, soit une clé pour les stratégies d'abonnement.

Hélas cette stratégie numérique à laquelle se réfère la plupart des management bute sur une série de difficultés et blocages : difficulté à identifier les thématiques porteuses (dites transversales) et à les valoriser ; blocages organisationnels, liés à la répartition des moyens entre siège et local, évolution et formations pour les nouvelles compétences, âge (cf. « Jeunes journalistes... »

Dès lors concernant la diffusion un indicateur est préoccupant au regard des évolutions de pratiques du public, celui du rapport entre les revenus de l'imprimé et ceux du numérique. En effet selon l'ACPM 18% de la diffusion se fait sous forme numérique en PQR, là où pour la PQN, ce chiffre atteint désormais 72%. Ce retard pourrait être d'autant plus pénalisant que désormais dans l'enquête ARCOM – BVA qui vient d'être réalisée sur le public, celui-ci déclare à 55,8% lire la presse sur un support numérique.

### **Recul des recettes publicitaires :**

Le second registre des recettes, celui de la publicité n'est pas non plus très bien orienté ces dernières années. L'IREP déclare que les recettes publicitaires de la PQR sont à nouveau en recul en 2023 à 1,7%, soit un recul de 16,7% au regard des recettes de 2019 (avant Covid). Ce chiffre est là encore à rapporter avec celui de la PQN qui progresse désormais vis-à-vis de 2019 à 2,1%. Le recul des recettes publicitaires conduit à une transformation substantielle dans la structure des recettes de la presse locale qui tirait, en 2009, 41% de la publicité, alors qu'en 2021 il ne s'agit plus que de 32,1% (Chiffres et statistiques DGMIC).



### **Evolution du chiffre d'affaires :**

En conséquence, au regard des statistiques produites par la DGMIC, le chiffre d'affaires du segment presse locale d'information politique et générale se replie brutalement entre 2014 et 2021, soit -21%. Il faut certes prendre en compte l'effet Covid, mais entre 2014 et 2019, le recul était déjà de -12,26%. Ces chiffres sont à remettre en perspective avec la tendance générale de la presse écrite qui reculait de 2010 à 2020 de -29%. Le facteur le plus actif dans ce recul étant les recettes publicitaires qui sur la même période ont reculé de 53%.

### **Hétérogénéité du secteur PQR, du point de vue de l'emploi :**

Du point de vue de l'emploi des journalistes, la situation est loin d'être homogène et face à l'avalanche de plans sociaux, de reprises de titres, ayant conduit à clauses de session parfois lourdes, une sorte de contre-point réside à l'ouest au moins au niveau des rédactions de Ouest-France et du Télégramme, qui n'ont pas connu de plans sociaux.

Pour les deux titres les effectifs sont significatifs, notamment au regard de la plupart des quotidiens régionaux, avec 700 journalistes travaillant à la rédaction de *Ouest-France* et que 257 sont employés dans celle du *Télégramme*. Il est de ce point de vue notable que les effectifs de la rédaction du *Télégramme* ont été renforcés de 8% dans la dernière décennie.

Concernant l'évolution du modèle économique, une divergence se fait jour entre les deux titres, du moins concernant la part du numérique. C'est ainsi que *Ouest-France* est très au-dessus de la moyenne du secteur avec 40% d'abonnés numérique, alors que *le Télégramme* affiche un ratio de 10,8% avec des objectifs de progression précis, de 18% par an. Dans son analyse *Le Télégramme* met directement en lien la progression numérique, avec la bonne résistance du portage dans sa zone diffusion.

Faut-il voir des facteurs sociogéographiques dans la meilleure santé des quotidiens de l'ouest, ou bien d'un effet bénéfique du maintien d'un contexte concurrentiel, ou encore, tout autre registre, des facteurs humains, managériaux, y compris avec l'importance donnée à diverses formes de diversifications (notamment dans l'événementiel pour *Le Télégramme*, cette branche du groupe réalisant désormais plus de 50% du chiffre d'affaires. ?

### **Spécificité française ?**

Les difficultés d'adaptation de la presse quotidienne locale ne semblent pas propres à la France, si l'on se réfère par exemple à la presse Nord-Américaine, comme le soulignait l'article de Corine Lesne dans *Le Monde* du 7/01/2024. Corine Lesne parle, en effet, de la disparition ou absorption de 130 titres locaux en 2023 et de 2500 journaux depuis 2005, avec « *la perte de 43 000 postes de journalistes, soit près de deux tiers des effectifs des rédactions* ».

Jean-Marie Charon

(mars 2024)